

Ni l'inflation monétaire, ni la stabilisation ne peuvent servir de mots d'ordre au prolétariat, car ce sont les deux bouts d'un même bâton. Contre la cherté de la vie, qui, au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée du prix des articles de consommation.

Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant de "structure" que "conjoncturel", il est temps de lancer le mot d'ordre de L'ÉCHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL. Les syndicats et autres organisations de masses doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. Le travail existant est réparti entre toutes les mains ouvrières existantes, et c'est ainsi qu'est déterminée la longueur de

la semaine de travail. Le salaire de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un *minimum* strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de transition.

Les propriétaires et leurs avocats démontreront « l'impossibilité de réaliser » ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront en outre leurs livres de comptabilité. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la décadence, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, il ne lui reste qu'à périr. La "possibilité" ou "l'impossibilité" de réaliser les revendications est dans le cas présent une question de rapport des forces qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront de la meilleure façon la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

Les Syndicats dans l'époque de transition

DANS la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. La puissante montée des syndicats en France et aux États-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultra-gauches de la passivité qui ont prêché que les syndicats « avaient fait leur temps ».

Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte, même là où il s'agit des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'État bourgeois et de lier le prolétariat par "l'arbitrage obligatoire" et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi "démocra-

tiques". C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, staliniste y compris. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir de petits syndicats "révolutionnaires" comme une seconde édition du parti, signifient en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulaire hors des syndicats de masses, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale.

En même temps, la IV^e Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme des syndicats, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes.

a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent

avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.

b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière, et d'ailleurs ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations *ad hoc*, qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITÉS DE GRÈVES, les COMITÉS D'USINES et, enfin, les SOVIETS.

c) En tant qu'organisations des couches supérieures du prolétariat, les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris l'expérience toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maître du mouvement des masses pour le domestiquer. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves

de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les chefs des syndicats deviennent ordinairement des ministres bourgeois.

C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer non seulement de renouveler l'appareil des syndicats en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte au lieu des fonctionnaires routiniers carriéristes, mais encore de créer dans tous les cas où c'est possible des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas un but en soi, mais seulement un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne.

Les Comités d'Usine

LE mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes.

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste normal. Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève d'occupation pose pratiquement la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers.

Si l'occupation soulève cette question épisodiquement, le COMITÉ D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Elu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le comité

d'usine crée d'un coup un contre-poids à la volonté de l'administration.

A la critique que font les réformistes des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les "patrons de droit divin", du genre de Ford, en face des "bons" exploités "démocratiques" nous opposons le mot d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposent, en règle générale, à la création de comités, de même qu'ils s'opposent à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera cependant d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura une étendue plus large. Là où les ouvriers de l'entreprise sont déjà dans les périodes "calmes", entièrement compris dans le syndicat (*closed shop*), le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il renouvellera sa composition et élargira ses fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des États-majors pour les couches ouvrières que le syn-